

Le double langage du NEPAD
Des flux de capitaux étrangers pour un développement
endogène[#]

Charles Moumouni^{*} et Carole Nkoa^{**}

Résumé

Le présent article traite de quelques contradictions du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Ce programme panafricain fonde ses stratégies de développement, d'une part, sur un flux massif de capitaux étrangers, s'inspirant ainsi largement de la théorie de la modernisation des années 1950 et 1960 et, d'autre part, sur l'idée d'un développement africain autocentré, reposant d'abord sur les ressources internes du continent. Le NEPAD plaide aussi pour un processus de développement participatif, alors même qu'il est une initiative de type vertical monopolisée par des chefs d'État africains. L'article met en lumière ces paradoxes qui résultent de la fusion de deux visions du développement de l'Afrique : celle du président Sénégalais Abdoulaye Wade et son Plan Omega et celle du président sud-africain Thabo Mbéki et son Millenium Africa Plan. En envoyant des signaux aussi contradictoires, le NEPAD risque de ne pas atteindre ses objectifs.

Mots-clé: NEPAD, investissements directs étrangers, développement endogène.

Free NEPAD mix messages: Foreign capital inflows for an endogenous development

Summary

This paper addresses some of the contradictions of the New partnership for Africa's development (NEPAD). On the one hand, this continent wide program grounds its development strategies on massive foreign capital inflows, thereby relying largely on the modernization theories of the 1950's and 1960's. On the other hand, the program sustains the idea of an endogenous development of Africa, relying primarily on the continent internal resources. Moreover, NEPAD pleads for a participatory development process whereas it proves to be a vertical initiative monopolized by African heads of states. The paper shades light on these paradoxes which result from the merging of two visions of Africa's development: the one from the Senegalese president Abdoulaye Wade and his Omega Plan, and the other from the South African president Thabo Mbeki and his Millenium Africa Plan. Because it sends mix messages, NEPAD may fall short of its goals.

Keywords: NEPAD, foreign direct investment, endogenous development.

[#] Cet article est rédigé dans le cadre d'une recherche subventionnée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

^{*} Université Laval, Québec, Charles.Moumouni@com.ulaval.ca

^{**} Université Laval, Québec, Carole_nkoa@hotmail.com

1. Introduction

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD¹) est né, le 23 octobre 2001, de la fusion de deux plans de développement de l'Afrique : d'une part, le Millenium African Plan (MAP), proposé par le président Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud et soutenu par les présidents Olusegun Obasanjo du Nigéria et Abdel Aziz Bouteflika de l'Algérie et, d'autre part, le Plan Oméga, proposé par le président sénégalais Abdoulaye Wade. L'ambition affichée du NEPAD est de relever les défis économiques et sociaux auxquels fait face le continent africain, en amenant les Africains à s'extirper eux-mêmes du malaise du sous-développement.

Créé dans le cadre de la réforme de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), devenue Union africaine, le NEPAD se positionne du coup comme le nouveau fer de lance pour le développement de l'Afrique. C'est une promesse fondée sur une vision commune ainsi qu'une conviction ferme des dirigeants africains de mettre en place un plan d'urgence afin d'éradiquer la pauvreté, de placer les pays africains, individuellement et collectivement, sur la voie d'une croissance et d'un développement durables tout en participant activement à l'économie et à la vie politique mondiales². Pour cela, le NEPAD a fixé des objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté en s'alignant sur la politique de développement définie par l'Organisation des Nations unies (ONU), à travers ses Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les OMD consistent, pour l'ensemble des pays en développement, en une croissance annuelle du produit intérieur brut (PIB) de plus de sept pour cent par an pendant quinze ans. Une telle croissance devrait entraîner la réduction de moitié, à l'horizon 2015, du pourcentage des gens vivant dans des conditions d'extrême pauvreté.

La nouveauté affichée par le NEPAD réside avant tout dans la détermination des chefs d'État africains d'amener les Africains à être au centre des décisions qui les concernent en redevenant les principaux acteurs de leur histoire. Cette feuille de route valorise une démarche d'appropriation de son développement par l'Afrique et met de l'avant une volonté de changement dans la manière d'appréhender les problèmes du continent et de proposer ses propres stratégies de développement. Paradoxalement, les 64 milliards de \$ US nécessaires à la mise en œuvre annuelle du NEPAD, qualifié de « programme africain élaboré par des Africains pour les Africains », doivent pratiquement provenir de l'Occident, notamment en termes d'investissements étrangers directs (IED) et d'aide publique au développement.

Le présent article relève qu'en fondant ses stratégies de développement sur le flux massif de capitaux étrangers, le NEPAD s'inspire largement de la théorie de

¹ Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NOPADA) est la traduction française du New partnership for Africa's Development (NEPAD). L'acronyme NEPAD est celui qui est adopté, même en français.

² Voir le site du NEPAD : <http://www.nepad.org/2005/fr/inbrief.php> (consulté le 1er septembre 2005).

la modernisation des années 1950 et 1960 pourtant jugée inappropriée et caduque. Il indique en outre que, comme initiative prise verticalement par des chefs d'États africains, présentée en primeur au Forum de Davos et aux Sommets du G-8, le NEPAD ne s'inscrit pas dans l'approche de développement participatif qu'il prône.

2. Des objectifs ambitieux

Les objectifs du NEPAD tels que définis dans sa charte sont axés sur la croissance économique, la diversification des activités de production, l'amélioration de la compétitivité sur le plan international, l'augmentation des exportations, le développement des emplois et la réduction de la pauvreté et des inégalités. Pour assurer un développement stable et durable, le NEPAD focalise son plan d'action sur trois principaux axes, dans le dessein de bâtir une structure favorable à l'implantation d'actions politiques et socio-économiques de grande facture³.

Le premier consiste à établir des conditions favorables au développement durable en assurant la paix et la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance politique, économique et d'entreprise, tout en favorisant l'intégration et la coopération régionales, ainsi que le renforcement des capacités.

Le deuxième axe consiste en une réforme des politiques économiques et en l'augmentation des investissements dans les secteurs clés que sont l'agriculture, le développement humain, la santé, l'éducation, les sciences, les technologies, le développement des compétences, la construction et l'amélioration des infrastructures, les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'énergie, les transports, l'eau, etc.

Le troisième axe du plan d'action consiste à assurer une mobilisation des ressources par une augmentation de l'épargne et des investissements domestiques, une amélioration de la gestion des revenus et des dépenses publics, une augmentation de la part de l'Afrique dans le commerce mondial, une attraction des investissements étrangers directs, une augmentation des flux de capitaux à travers une réduction plus conséquente de la dette, de même qu'une augmentation des flux de l'aide publique au développement (APD).

Mais, la mise en œuvre de ce plan d'action ne sera pas aisée. Le NEPAD est un compromis qui cache mal ses contradictions internes. En effet, ses deux principaux ténors, les présidents Abdoulaye Wade du Sénégal et Thabo Mbeki de l'Afrique du Sud, proposent deux visions de l'Afrique qui sont apparemment opposées. D'une part, le point de vue sénégalais valorise une approche de développement exogène en misant le décollage du continent sur une rentrée massive d'investissements étrangers directs. D'autre part, l'approche sud-africaine défend une position endogène dans laquelle l'Afrique serait maîtresse de son destin, à travers un développement autocentré, essentiellement fondé sur

³ Voir le Site du NEPAD : <http://www.nepad.org/2005/fr/inbrief.php> (consulté le 1er septembre 2005).

ses richesses locales. Ces deux approches suggèrent des stratégies de développement réconciliables, mais qui cohabitent de façon juxtaposée dans les documents fondamentaux du NEPAD, avec une ascendance de façade pour la vision sud-africaine (qui fait le diagnostic) et une nette ascendance de fond pour la vision néo-libérale sénégalaise (qui propose le remède).

3. Les investissements étrangers directs comme solution

Dans la perspective de la dominance néo-libérale, le NEPAD considère que le processus d'industrialisation est un facteur indispensable pour le développement et que les investissements étrangers, de même que l'accès aux marchés, constituent un enjeu de première importance :

« [le] NEPAD issu du plan Omega trouve son originalité dans la source de ses financements car si les investissements sont laissés aux seuls efforts de l'Afrique par les deux modes de financements de crédit et de l'aide, on peut estimer que la disparité infrastructurelle ne sera pas résorbée avant une cinquantaine d'années au moins, durée qui compromettrait la croissance et le développement durable » Hammouda et Kassé (2002, 51).

Au delà de tout, le NEPAD considère que l'Afrique ne pourra assurer son développement qu'à travers les investissements directs étrangers qu'elle aura su drainer. Certains pionniers du NEPAD restent convaincus de l'importance des IED dans le développement de l'Afrique, comme le programme est largement soutenu par diverses institutions internationales comme le G-8, le Forum économique mondial et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Selon cette dernière, l'investissement étranger direct (IED) est devenu plus important que le commerce pour la fourniture de biens et de services aux marchés étrangers. Principal mécanisme utilisé pour organiser la production à l'échelle internationale, il joue un rôle déterminant dans l'acquisition de techniques et de compétences, dans l'intégration des réseaux internationaux de commercialisation, de distribution et de production ainsi que dans l'amélioration de la compétitivité internationale des entreprises⁴.

Dans l'esprit du consensus de Washington établi par les institutions de Bretton Woods (la Banque mondiale et le Fonds monétaire international), le NEPAD adopte une position qui favorise le retrait progressif de l'État et une implication de plus en plus grande du secteur privé africain et surtout étranger (Dieng, 2002).

⁴ Voir le site de la CNUCED : <http://www-partners.unctad.ch/francais/R2/ppd8.htm> (consulté le 1er septembre 2005).

Il faut noter que, de nos jours, le contexte économique d'entrée des IED en Afrique n'est pas catastrophique. Les résultats de la performance économique affichée par le continent africain au cours de l'année 2004-2005 présagent d'une productivité plus intense pour l'année 2006. Selon les données recueillies par la Banque africaine de développement (BAD) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les pays du continent bénéficient d'une croissance mondiale relativement dynamique, et notamment de la progression de la demande de matières premières, dont les cours augmentent. Ils bénéficient également de l'amélioration des politiques macroéconomiques intérieures et de l'apaisement des conflits dans de nombreux pays. Le niveau de croissance en 2004 est de 5,1 pour cent. Ce qui est en deçà des sept pour cent prescrit par le NEPAD, mais représente un record sur les huit dernières années, même s'il y a des disparités importantes entre les pays. Les prévisions de la BAD et de l'OCDE font état de ce que cette croissance soutenue se poursuivra en 2005 et 2006, bien qu'au rythme légèrement plus modéré de 4,7 pour cent en 2005. L'Afrique de l'Ouest devrait enregistrer de meilleures performances en 2005 et 2006, tandis que la tendance positive en Afrique de l'Est et en Afrique australe perdurera sur les deux prochaines années, grâce à la progression de la production pétrolière en Angola et à l'embellie en Afrique du Sud⁵.

Toutefois, les penseurs néo-libéraux du NEPAD sont bien conscients que l'appel aux IED exige au préalable d'asseoir davantage une sécurité continentale afin d'améliorer l'image de l'Afrique, de rassurer les investisseurs étrangers et de préparer un terrain économique viable pour les capitaux étrangers. Le paragraphe 144 de la charte du NEPAD prévoit à cet égard que :

144. ... Un principe fondamental en matière de flux de capitaux est que l'augmentation des apports de capitaux est inséparable de l'amélioration de la gouvernance. C'est pourquoi la participation aux initiatives en matière de gouvernance économique et politique est une condition préalable indispensable à la participation à l'initiative relative aux flux de capitaux.

Les principaux obstacles à l'investissement privé étranger sur le continent africain demeurent, entre autres, le manque d'infrastructures, l'insécurité politique, économique, juridique et sociale, l'étendue de la corruption et l'étroitesse des marchés de la plupart des économies africaines. L'insuffisance chronique en matière d'infrastructures de base comme les routes, les télécommunications et l'énergie électrique fait partie des obstacles économiques qui entravent les échanges commerciaux et entraînent des surcoûts économiques (Centre de développement de l'OCDE, 2002, 157). Les obstacles politiques

⁵ Voir Nicolas Pinaud et Lucia Wegner, « L'économie africaine en 2004 : des perspectives prometteuses? », dans Repères no 6, mai 2005 (une publication du Centre de développement de l'OCDE) ; cf. le site de l'OCDE : <http://www.oecd.org/dataoecd/42/32/34960007.pdf>. (consulté le 1er septembre 2005).

(absence de démocratie, conflits sociaux ou ethniques, guerres civiles, etc.) sont aussi préoccupants. L'instabilité politique a des répercussions non seulement sur les ressources humaines des pays touchés par ces crises, mais aussi sur leurs ressources financières et matérielles. Les conflits absorbent une part importante du temps et des moyens financiers des populations et créent un environnement peu propice à l'investissement.

Aussi, les opérateurs économiques, désireux d'investir ou d'implanter une entreprise et de la faire prospérer durablement, se préoccupent-ils généralement de l'environnement et des conditions juridiques dans lesquelles ils vont avoir à opérer. Les entrées de fonds ne sauraient être un gage de croissance en tant que telles, en particulier si elles ne peuvent être utilisées dans un contexte caractérisé par des politiques monétaires et budgétaires prudentes et un cadre juridique et réglementaire satisfaisant (Centre de développement de l'OCDE, 2002). Cette préoccupation est particulièrement renforcée en Afrique, où l'on soupçonne l'existence d'une grande insécurité juridique dans le milieu des affaires. Pour remédier à cet état de choses, l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA) a été mise en place. Cette organisation réussit à assainir l'environnement juridique des affaires en Afrique, de sorte que le seul argument de l'insécurité juridique ne puisse plus justifier les réticences des investisseurs étrangers⁶.

Pour agir simultanément sur les obstacles à l'IED, le NEPAD a mis en place un Mécanisme africain d'examen par les pairs (MAEP), par lequel les pays participants prennent des engagements formels soumis évaluation en matière de démocratie, de sécurité, de paix et de bonne gouvernance politique, économique et sociale⁷.

Certes, le NEPAD n'oublie pas le secteur privé africain. Ses stratégies consistent non seulement à attirer des investissements étrangers directs qui contribueront sans doute au développement d'industries, mais aussi à diffuser les effets bénéfiques des IED par l'établissement de liens avec des entreprises locales, dont les capacités de production seront ainsi renforcées et qui pourront à terme devenir des producteurs pour le marché mondial⁸. Dans cette perspective, on comprend l'objectif du NEPAD de promouvoir les activités provenant du secteur privé, en particulier le secteur informel (Assogba, 2000). Le NEPAD planifie de mettre en place divers mécanismes visant à assurer une visibilité du secteur privé africain, notamment par le truchement des associations d'hommes d'affaires et l'établissement de réseaux avec des partenaires internationaux, régionaux et acteurs économiques comme les chambres de commerce et les associations commerciales et professionnelles.

Mais, l'accent mis sur le secteur privé africain est faible. Pour l'essentiel, le

⁶ Voir le site de l'OHADA : <http://www.ohada.org>

⁷ Voir sur le site du NEPAD, la page : <http://www.nepad.org/2005/fr/aprm.php> (consultée le 15 décembre 2005).

⁸ Voir site de la CNUCED : <http://www.unctad.org/fr/docs/c2em1011.fr.pdf>. (Consulté le 1er septembre 2005)

financement du NEPAD devra être obtenu de l'extérieur du continent (Hammouda et Kassé, 2002 : 147). Les initiateurs du NEPAD ont choisi la rentrée d'investissements étrangers directs comme solution optimale pour extraire l'Afrique de son marasme économique. Si les investisseurs étrangers participent à la résurgence d'une économie locale, à l'amélioration des infrastructures et à la dynamisation des structures industrielles locales, certains reprochent tout de même à cette stratégie de développement économique de l'Afrique de s'inscrire dans la continuité du schéma classique de dépendance de l'Afrique vis-à-vis des pays occidentaux, c'est-à-dire dans une vision qui rappelle la théorie de la modernisation.

4. Une vision économique inspirée de la théorie de la modernisation

En raison de son orientation résolument néo-libérale, le NEPAD est perçu par de nombreux critiques comme un retour à peine voilé à la théorie de la modernisation, qui est le paradigme dominant dans les années 1950 et 1960 (Moumouni, 2005). Suivant cette théorie, le développement est essentiellement un processus linéaire de croissance économique (Smith, 1776), qui doit se réaliser par étapes (Rostow, 1960) et à travers l'industrialisation, l'urbanisation et les investissements. Le développement des technologies et des infrastructures conduirait à la croissance du revenu *per capita*. Soutenue par des chercheurs sociologues et communicateurs américains tels que Daniel Lerner (1958), Everett Rogers (1962) et Wilbur Schramm (1966), la théorie de la modernisation a pour postulat le transfert massif des capitaux, des technologies, du savoir-faire, de l'idéologie et de la culture sociopolitique des sociétés modernes occidentales développées vers les sociétés traditionnelles du Tiers-Monde sous-développées (Melkote et Steeves, 2001 ; Servaes, 1995). Son approche de communication est unidirectionnelle (*top-down*).

Même si aujourd'hui, on soutient que la théorie de la modernisation est inappropriée et caduque en Afrique, on ne peut s'empêcher de voir dans les stratégies du NEPAD les principes de cette théorie du développement à travers les secteurs définis comme prioritaires. On retrouve dans le texte constitutif adopté par les chefs d'États africains en octobre 2001 des références explicites à la théorie économique néo-libérale et aux postulats de la théorie de la modernisation :

22. Au moment des indépendances, presque tous les nouveaux États se caractérisaient par une pénurie de professionnels qualifiés et par une faible classe capitaliste, ce qui a abouti à un affaiblissement du processus d'accumulation. L'Afrique postcoloniale a hérité d'États faibles et d'économies en dysfonctionnement.

Le NEPAD met l'accent sur la croissance économique (7 % par an sur 15 ans

pour l'ensemble du continent), les infrastructures physiques (y compris l'industrialisation et surtout les nouvelles technologies de l'information et de la communication), les capitaux et les investissements directs étrangers. Le NEPAD compte notamment sur un « partenariat » équilibré avec l'OCDE, le G-8 et les institutions financières internationales.

144. Pour réaliser la croissance annuelle d'environ 7 pour cent par an envisagée dans les objectifs internationaux de développement et surtout pour diminuer de moitié l'incidence de la pauvreté en Afrique d'ici l'an 2015, le continent a besoin de combler un déficit annuel de 12 pour cent de son PIB, soit 64 milliards de dollars EU. Il faudra pour ce faire augmenter l'épargne domestique et améliorer la perception des recettes fiscales. Cependant, la majeure partie de ces ressources devra être obtenue de l'extérieur du continent.

66. La vision à long terme nécessite des investissements massifs et importants pour combler l'écart actuel. A cet égard, le défi à relever par l'Afrique consiste à mobiliser les ressources nécessaires dans les meilleures conditions possibles. Nous lançons donc un appel à nos partenaires de développement pour qu'ils nous apportent une assistance dans nos efforts.

La philosophie économique et l'économie politique du NEPAD ont d'ailleurs été vivement critiquées par des chercheurs africains réunis au sein du « NEPAD Scholars' Forum », tenu à Nairobi du 26 au 29 avril 2002 (Tandon, 2002).

En posant comme principal moteur de croissance économique le recours aux capitaux privés étrangers dont les pays africains ne peuvent pas négocier les termes, le NEPAD est accusé de remettre le développement de l'Afrique entre les mains des investisseurs étrangers sans pour autant privilégier un développement autocentré. « Le recours à des investissements privés étrangers ne fait qu'aggraver la dépendance économique, financière, politique et culturelle des pays africains » (Dieng, 2002). « C'est à nous qu'il incombe de faire en sorte que notre continent réalise entièrement ses aspirations. » (Hammouda et Kassé, 2002, 18).

Le NEPAD souligne que l'Afrique est victime de la mondialisation :

33. D'autre part, une plus grande intégration a aussi conduit à marginaliser davantage les pays qui sont incapables d'une concurrence réelle. En l'absence de règles mondiales justes et équitables, la mondialisation a accru la capacité des plus forts à

promouvoir leurs intérêts au détriment des plus faibles, surtout dans le domaine du commerce, des finances et de la technologie. Elle a limité la capacité des pays en développement à contrôler leur propre développement. Les conditions de ceux qui sont marginalisés dans ce processus ont empiré en termes réels. Une fissure entre l'inclusion et l'exclusion a émergé au sein des nations et entre elles.

34. L'incapacité de l'Afrique à exploiter les processus de mondialisation résulte en partie d'obstacles structurels à la croissance et au développement que sont les sorties de ressources et les termes défavorables de l'échange.

En même temps, il soutient que la mondialisation a sorti des millions de personnes de la pauvreté et encourage les pays africains à y embarquer :

32. ... Dans certaines parties du monde, la recherche d'un plus grand accès à l'économie mondiale a offert la possibilité de sortir des millions de personnes de la misère.

28. ... Tandis que la mondialisation a augmenté le coût de l'incapacité de l'Afrique à faire concurrence, nous soutenons que les avantages d'une intégration gérée efficacement présentent les meilleures perspectives pour une prospérité économique et une réduction de la pauvreté dans l'avenir.

L'Afrique doit collaborer avec les pays industrialisés (para. 31), mais le NEPAD n'exige pas un changement radical dans l'ordre économique mondial. Il évite d'aborder en profondeur des thèmes sensibles comme l'impérialisme, le néo-colonialisme et le capitalisme. Par ailleurs, le NEPAD invite les pays africains à sortir du binôme crédit-aide (para. 3), mais plaide pour un accroissement substantiel de l'aide publique au développement (para. 148), même si le NEPAD va se traduire concrètement par un recentrage des politiques d'aide vers les programmes nationaux et régionaux élaborés par les pays africains et une rationalisation des diverses approches selon le principe de cohérence et d'harmonisation des interventions en matière de développement.

L'idée d'un développement par le moyen d'un flux de capitaux étrangers dans le contexte des règles actuelles de la mondialisation relève d'une vue de l'esprit. C'est, du moins, la position que partagent certains auteurs qui rappellent notamment l'exemple de développement de pays d'Afrique de l'Ouest : « [l']exemple de la Côte d'Ivoire, donnée à l'époque comme un modèle de développement libéral fondé sur l'afflux des capitaux privés étrangers, devrait faire réfléchir les initiateurs du NEPAD sur les limites de ce modèle qui n'a pas

assuré le décollage de l'économie ivoirienne » (Dieng, 2002).

Dans tous les cas, les stratégies de développement exogènes contrastent avec la philosophie de façade qu'affiche le NEPAD d'être l'expression de la Renaissance d'une Afrique qui se prend en charge.

5. L'orientation endogène et participative du NEPAD

Le NEPAD se présente, à côté des nombreuses initiatives antérieures de développement, comme un processus innovateur (Thioubou, 2002). Pour favoriser un développement « endogène », le NEPAD propose de mobiliser les ressources internes de l'Afrique :

145. Pour relever la croissance et réduire plus efficacement la pauvreté, l'Afrique a besoin de mobiliser des ressources supplémentaires. Dans les pays, les ressources proviennent de l'épargne domestique des entreprises et des ménages qui devaient être nettement augmentée. Il faudrait aussi augmenter les revenus fiscaux pour augmenter les recettes publiques tout en rationalisant les dépenses des pouvoirs publics.

Le double langage du NEPAD résulte non seulement de la dualité endogène/exogène des stratégies de développement adoptées, mais aussi de la tension entre la volonté déclarée des chefs d'État africains et celle des populations africaines. Les paragraphes suivants du document fondamental du NEPAD reflètent l'approche verticale du programme et le paradoxe d'une participation populaire des Africains à travers leurs chefs d'État :

*1. Le présent Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NOPADA) est **une promesse faite par des dirigeants africains**, fondée sur une vision commune ainsi qu'une conviction ferme et partagée qu'il leur incombe d'urgence d'éradiquer la pauvreté, de placer leurs pays, individuellement et collectivement, sur la voie d'une croissance et d'un développement durables, tout en participant activement à l'économie et à la vie politique mondiales. Il est ancré dans la détermination des Africains de s'extirper eux-mêmes, ainsi que leur continent, du malaise du sous-développement et de l'exclusion d'une planète en cours de mondialisation.*

*47. Le NOPADA est axé sur la nécessité d'en assurer la propriété et la gestion aux Africains. Grâce au présent programme, **les dirigeants de l'Afrique établissent l'ordre du jour du renouveau du continent.***

53. ... *La présente initiative est l'expression de l'engagement des dirigeants africains à traduire en actions concrètes les aspirations profondes des peuples africains*⁹.

On voit dans ces paragraphes des chefs d'État africains qui prenant des engagements personnels, prétendant parler au nom des Africains, tout en invitant les Africains eux-mêmes à participer activement et directement au NEPAD. Par ailleurs, les dirigeants du NEPAD tiennent à ce que le développement soit une réalité africaine que leurs citoyens puissent s'approprier :

27. ... *nous enjoignons aux peuples et aux gouvernements d'Afrique de comprendre que le développement est un processus de responsabilisation et d'autosuffisance. En conséquence, les Africains ne doivent pas être les pupilles de gardiens bienveillants, mais plutôt les architectes d'une amélioration soutenue de leurs conditions de vie.*

51. *Le NOPADA ne réussira que si les peuples africains, unis dans leur diversité, se l'approprient.*

60. *Le NOPADA se veut une vision à long terme du programme de développement de l'Afrique par les Africains eux-mêmes*¹⁰.

Si au fil des décennies, le paradigme de la modernisation a prouvé son inefficacité dans les pays en développement, c'est, entre autres, en raison de la non implication des pays concernés dans leur propre développement. Même si les investissements étrangers directs peuvent drainer un renouveau de croissance pour l'économie africaine, il convient toutefois de rappeler que cette mobilisation du capital privé étranger ne peut avoir lieu sans que certaines conditions minimales soient requises, celle notamment d'assurer le maintien d'un pouvoir de décision entre les mains des acteurs locaux.

On ne saurait donc aborder la question de la mobilisation des capitaux étrangers sans inclure celle de l'appropriation du développement. Pour pallier l'état de dépendance vis-à-vis des investisseurs étrangers, les pays africains doivent préparer le terrain de diverses manières : stabilité politique, mise en place d'un système judiciaire plus harmonieux, développement du commerce inter-régional, afin de favoriser l'éclosion d'un secteur privé plus fort qui puisse ainsi reprendre l'activité lancée par les investisseurs étrangers. Mais au-delà de tout, le développement de l'Afrique et son intégration dans l'économie mondiale présupposent une implication des populations africaines en amont et en aval de ce processus. La participation est un élément fondamental du développement,

⁹ Caractères gras ajoutés.

¹⁰ Caractères gras ajoutés.

lequel est fonction de la participation de la communauté locale à la construction, à la gestion et à l'entretien des projets.

Cette vision d'intégration des populations dans le développement de l'Afrique s'insère dans les fondements théoriques de la communication participative pour le développement qui met l'accent sur la notion d'*empowerment* (renforcement des capacités) À l'inverse de l'approche communicationnelle verticale de la théorie de la modernisation, la communication participative repose sur le postulat selon lequel les individus deviennent des acteurs de leur développement et ne sont plus une simple masse dont la tâche serait d'accepter la modernisation sans y prendre part :

« La participation des gens est reconnue aujourd'hui comme une condition essentielle au processus de développement. Toute intervention visant une amélioration réelle et durable des conditions de vie des populations est vouée à l'échec si les gens concernés ne la prennent pas en charge. (...). La communication pour le développement (...) représente le processus par lequel les gens deviennent les principaux acteurs de leur propre développement » (Bessette; 1996 : 9).

Selon cette approche, le rôle de la communication n'est plus de servir le développement économique mais de renforcer les capacités des populations locales à trouver par elles-mêmes leurs solutions, des solutions appropriées à leurs besoins et non des solutions qui leur viendraient des pays occidentaux, loin de leurs réalités. La communication favoriserait donc l'action collective et la conscientisation des populations :

« Participation as a process of empowerment, though politically quite risky, is our approach. Here, individuals are active in development program and processes; they contribute ideas, take initiative, articulate their needs and problems and assert their autonomy » (Ascroft and Masilela in Melkote : 2001 : 337).

6. Conclusion

Le NEPAD tient un double langage qui compromet sa réception par les Africains. Il fait le diagnostic du mal dont souffre l'Afrique, mais propose un remède qui renforce le mal. Il prône un développement endogène dont les Africains pourront être fiers, mais défend des stratégies de développement économique qui reposent essentiellement sur une rentrée massive de capitaux étrangers, notamment sur les investissements étrangers directs. Il constate que l'Afrique est victime de la mondialisation, mais soutient que l'Afrique ne peut se développer que par la mondialisation. Il invite l'Afrique à sortir du binôme

crédit-aide, mais plaide pour un accroissement substantiel de l'aide publique au développement. Il s'affiche ouvertement comme la nouvelle dignité d'une Afrique qui se prend en main, mais pousse les chefs d'État africains à tendre la main aux Sommets du G-8. Il dit être l'expression de l'engagement de tous les chefs d'État africains, mais fait l'objet d'une bipolarisation monopolistique entre deux pays (le Sénégal et l'Afrique du Sud) et entre deux chefs d'État (M. Abdoulaye Wade et M. Thabo Mbéki). Il dit ne pouvoir réussir que si les populations africaines se l'approprient, mais ces populations n'ont été à aucun moment associées à sa conception et à son lancement : ayant d'abord fait l'objet de consultations intensives entre ses concepteurs et la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (novembre 2000 et février 2001), puis le Forum économique mondial (à Davos en janvier 2001 et à New York en février 2002) et les Sommets du G-8 (à Tokyo en juillet 2000, à Gène en juillet 2001, à Kananaskis – Canada – en 2002, à Levian – France – en 2003 et à Sea Island – Etats-Unis – en 2004). La plupart des Africains n'avaient alors jamais entendu parler du NEPAD¹¹.

La mobilisation de capitaux étrangers n'est certes pas incompatible avec la mobilisation des ressources internes pour un développement endogène de l'Afrique. L'une et l'autre peuvent être complémentaires et fonctionner harmonieusement. Mais encore faudrait-il l'exprimer clairement dans les discours, au lieu de prétendre une chose et faire son contraire. Le double langage du NEPAD non seulement crée un paradoxe et sème la confusion, il est aussi source de léthargie. Il fait paraître le NEPAD comme un monstre à deux têtes qui tourne en rond.

Bibliographie

- Assogba, Yao. 2000. Gouvernance, économie sociale et développement durable en Afrique. *Cahiers de la Chaire de recherche en développement communautaire* : Université du Québec à Hull, 28 p.
- Bessette, Guy et Rasajunderam, C.V. 1996. « La communication pour le développement en Afrique de l'Ouest du centre : vers un agenda d'intervention et de recherche » in *La communication participative pour le développement, un agenda ouest africain*. Ottawa : Centre de recherche pour le développement international, pp. 9-38
- Chin saik, Yoon. 1996. « La communication participative au développement » in BESSETTE et Rasajunderam, C.V, *La communication participative pour le développement, un agenda ouest africain*. Ottawa : Centre de recherche pour le développement international, pp. 39-53
- CNUCED. 2005. *L'investissement synonyme de partenariats! LA CNUCED y travaille* . En ligne. <<http://www-partners.unctad.ch/francais/R2/ppd8.htm>>. Consulté le 12

¹¹ Voir ces articles de journaux canadiens dont les titres sont évocateurs : « Développement de l'Afrique. Le NEPAD souffre d'un manque de crédibilité. Le G8 et les dirigeants africains ont négligé d'informer les citoyens » (Le Devoir, 2 mai 2002, p. A2) ; « Des militants africains contre le NEPAD » (La Presse, 18 juin 2002, p. A9) ; « Le G8 à Kananaskis. Le "sommet des pauvres" rejette le NEPAD » (Le Devoir, 27 juin 2002, p. A2) ; « Much-touted reform plan means little to Africans » (The Globe and Mail, 27 juin 2002, p. A7) ; « Où est passé le fameux NEPAD ? » (Le Droit, 30 mai 2003, p. A19).

- juillet 2005.
- CNUCED. 2005. *Le commerce au service du développement*. En ligne.
<<http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docID=2558&intItemID=2022&lang=2>>, (consulté le 2 décembre 2005).
- CNUCED. 2005. *Malgré l'actuelle reprise économique, les perspectives sont préoccupantes*. En ligne :
<<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=5273&intItemID=1528&lang=2>> (consulté le 2 décembre 2005).
- CNUCED. 2004. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2004, la montée en puissance du secteur des services. Vue d'ensemble*. En ligne.
http://www.unctad.org/fr/docs/wir2004overview_fr.pdf (consulté le 1er septembre 2005).
- CNUCED. 2001. *L'incidence des politiques en matière d'IED sur l'industrialisation, l'entreprenariat local et l'expansion des capacités de production des pays en développement, en particulier des pays les moins avancés*. En ligne.
<http://www.unctad.org/fr/docs/c2em1011.fr.pdf> (consulté le 1er septembre 2005).
- Dieng, Amady Aly. 2005. *Financement du développement et expériences de développement*. En ligne :
<<http://www.codesria.org/Links/conferences/Nepad/AlyDieng.pdf>> (consulté le 18 octobre 2005).
- Diouf, Makhtar. *L'Afrique dans la mondialisation*. 2002. Paris : L'Harmattan, 244 pages.
- Hammouda, Hakim Ben et Moustapha Kassé (sous la direction de). 2002. *Le NEPAD et les enjeux du développement en Afrique*. Paris : Maisonneuve et Larose, 283 pages.
- Lerner, Daniel. 1958. *The Passing of Traditional Society : Modernizing the Middle East*, New York: Free Press, 466 p.
- Melkote, Srinivas R. Et Leslie H. Steeves. 2001. *Communication for Development in the Third World : Theory and Practice for Empowerment*. New Dehli / Thousand Oaks / London : Sage Publications Inc.
- Moumouni, Charles. 2005. « Communication participative et appropriation du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), *Revue Communication*, vol. 24, no 1, automne 2005.
- NEPAD. 2005. En ligne. <<http://www.nepad.org>>
- ONU. 2005. *La déclaration du Millénaire*,
<<http://www.un.org/french/millenniumgoals/index.html>>.
- OCDE. 2005. *En ligne. L'économie africaine en 2004 : des perspectives prometteuses?*
< <http://www.oecd.org/dataoecd/42/32/34960007.pdf>> (consulté le 8 septembre 2005).
- OCDE. 2002. *L'intégration africaine*. Séminaire du Centre de développement de l'OCDE). Paris : Édition de l'OCDE, 235 p.
- Rogers, Everett M. 1962. *Diffusions of Innovations*, New York: Free Press of Glencoe, 453 p.
- Rostow, Walter Whitman. 1960. *The Stages of Economic Growth : A Non Communist Manifestoe*, Cambridge, Massachusetts: Cambridge University Press, 178 p.
- Schramm, Wilbur (1966), *L'information et le développement national : le rôle de*

- l'information dans les pays en voie de développement*, Paris, Unesco, 354 p.
- Smith, Adam. 1776. *The Wealth of Nations*, Random House, Inc.; version électronique disponible sur Internet : Adam Smith Reference Archive, 2000 : URL: www.marxists.org
- Tandon, Yash (2002), « *NEPAD and FDI's : Symmetries and Contradictions* », communication au *NEPAD Scholar's Forum*, Nairobi (Kenya), 26-29 avril. URL : <http://www.worldsummit2002.org/texts/YashTandon.pdf>
- Thioubou, Aissatou. 2002. En ligne. *Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD): Synthèse*, Agora 21. <<http://www.sommetjohannesburg.org/institutions/frame-nepad.html>>